

## CHILI

# La dictature est l'enfant naturel du gouvernement US

Le président Carter prétend ne pas l'admettre

Le président Carter a qualifié d'« inappropriées » les déclarations du délégué américain à la Commission des Droits de l'Homme réunie à Genève. Le délégué, M. Brady Tyson avait affirmé la veille que les Etats-Unis étaient intervenus directement dans le renversement du gouvernement de Salvador Allende, gouvernement démocratiquement élu. Il s'agit d'une « opinion personnelle », assure M. Carter qui va jusqu'à prétendre qu'aucune preuve n'a pu être trouvée de « mesures illégales prises par le gouvernement américain au Chili ». Le chef d'Etat U.S. admet toutefois qu'il y a eu « une aide financière limitée aux éléments qui ont pu contribuer au coup d'Etat contre le régime Allende ».

Désavoué par la Maison-Blanche et le Département d'Etat, M. Brady Tyson a reconnu « avoir outrepassé les instructions », en mettant publiquement en accusation la dictature instaurée à Santiago par Pinochet grâce à la CIA.

A Washington, on a estimé que la vérité n'est pas toujours bonne à dire. L'intervention des Etats-Unis dans les affaires de l'Amérique latine n'est cependant pas un mystère. Le rôle qu'ils ont joué dans la chute de l'Unité populaire au Chili est de notoriété publique. Des rapports établis par des commissions d'enquête par-

lementaires, par des journalistes, il ressort, faits à l'appui, que les USA ont versé des millions de dollars pour assurer en 1964 l'élection de M. Frei candidat de la démocratie chrétienne contre Salvador Allende.

D'autres millions de dollars ont été distribués aux camionneurs et à différents groupes d'adversaires déclarés de l'Unité populaire. Dès 1970, M. Kissinger et le « Comité des quarante » (chargé des problèmes de sécurité) avait élaboré des plans en vue de renverser le président Allende. Ces faits, d'autres encore sont consignés soit dans des écrits de journalistes américains qui ont enquêté sur place, soit dans un rapport du Sénat U.S. intitulé « Covert action in Chile 1963-1973 ». L'action des services secrets U.S. n'a d'ailleurs pas pris fin avec la chute d'Allende. La DINA (gestapo de Pinochet) pour ne citer qu'un exemple a été formée à l'école américaine.

## Pinochet remanie son cabinet

Le dictateur chilien a décidé de restructurer son cabinet. Ses ministres ont été priés de remettre leur démission afin de laisser au général Pinochet « toute liberté d'action ».

Le communiqué officiel affirme que cette mesure « est dictée par le souci



Le palais de la Moneda — l'Elysée de Santiago — était le siège de la présidence de la République. Salvador ALLENDE, chef d'un gouvernement démocratiquement élu, y a trouvé la mort. C'était le 11 septembre 1973. La C.I.A. avait voté pour Pinochet.

de stimuler les différentes activités administratives du gouvernement avec rapidité, harmonie et efficacité ».

## Carter : blanchir l'Amérique

(Suite de la page 1)

Hélas ! comme il serait facile de ridiculiser aujourd'hui les commentateurs de la télévision, de la radio ou de la presse écrite qui s'empressaient, avant-hier soir, de chanter les louanges du chef d'Etat qui « tient ses promesses électorales », et dont « la pureté, la franchise et la rigueur morale » inspirent une admiration irrépressible !

Mais comment expliquer le désaveu qui, si promptement, est venu discréditer ces légendes ?

Arrivant au pouvoir dans un pays durement marqué par les crimes commis au Vietnam et par les revers qu'il y a essuyés, il est compréhensible que M. Carter veuille tenter de donner des Etats-Unis une nouvelle et meilleure image. Avec celle du passé, comment exercer encore un leadership dans un monde où, effectivement, la passion de la liberté s'accroît ?

Mais comment cette passion serait-elle compatible avec la persistance de la

A-t-il fait le moindre reproche analogue à M. Rabin au sujet du régime qui sévit dans les territoires occupés par Israël ?

L'impérialisme est le pire ennemi de la liberté. Il serait insensé de compter sur lui pour la défendre. Mais il lui est impossible d'ignorer les aspirations des peuples. Il cherche à s'y adapter.

On se sent gêné à Washington par le caractère brutal des dictatures latino-américaines. D'où l'envoi d'un memo-

## UN CURIEUX VOTE A L'ASSEMBLEE EUROPEENNE

L'Assemblée européenne avait à désigner mardi son nouveau président pour l'année 1977-1978.

Le président sortant était Georges Spénale, député socialiste français. Bien que connu pour son attachement aux thèses de la supranationalité et assez peu respectueux dans son activité européenne des dispositions du Programme commun, il dut cependant se retirer au second tour de scrutin.

Restaient alors en présence le candidat de la Démocratie chrétienne, M. Emilio Colombo, soutenu notamment par la CDU-CSU ouest-allemande, et un candidat irlandais, M. Yeats, présenté